

Offensive éducative et culturelle de l'armée et imposition d'un « esprit de défense » par l'État

<https://rebellyon.info/Offensive-educative-et-culturelle-de-l-39275>

La proposition de loi Blanchet visant à renforcer l'enseignement à la défense nationale dans le cadre du parcours de citoyenneté va être prochainement votée au Sénat. Ce nouveau texte s'inscrit dans un contexte déjà lourd de militarisation de la jeunesse et des esprits en vue de rendre acceptables les guerres futures.

Une militarisation de moins en moins rampante

Le 16 mars 2020, Emmanuel Macron déclarait déjà à la télévision : « *Nous sommes en guerre* »... C'était 2 ans avant l'invasion russe de l'Ukraine. L'ennemi était alors un virus, occasion unique de mettre en œuvre des moyens exceptionnels pour tester la soumission de la population... Aubaine - le mouvement des « Gilets Jaunes » était mis à l'arrêt. Depuis, les opérations visant à « faire marcher » au pas n'ont cessé de prendre de l'ampleur, le ministère des Armées lui-même étant souvent à l'origine des projets et imposant son « esprit » et son vocabulaire. Ainsi, la propagande matraque le mot « défense » dans tous les rapports et les projets en lieu et place de ceux de « nationalisme », d'« impérialisme », de « domination » et d'« agression ».



Nous assistons ainsi depuis plusieurs années, sans débat démocratique, non seulement à l'accélération d'une véritable économie de guerre (militarisation des hôpitaux, augmentation des budgets pour la guerre, développement de l'Intelligence Artificielle, renforcement de l'industrie de l'armement et de la techno-surveillance). En parallèle, la militarisation des esprits en général et de la jeunesse en particulier se développe à travers la Journée Défense et Citoyenneté, le Service National Universel, les programmes de l'Epide (établissement d'insertion relevant du Ministère des Armées), l'exercice militaire national Orion et sa déclinaison Orion jeunesse, les classes de défense

et de sécurité globale dans l'Éducation nationale, et maintenant une proposition de loi visant à renforcer l'enseignement à la défense nationale dans le cadre du parcours de citoyenneté.

Non contente de conditionner la jeunesse via divers dispositifs et de l'attirer via des jeux vidéo et en employant des auteurs de science-fiction (cf l'équipe RADAR, ex Red Team - " *Programme de prospective et d'anticipation stratégique de défense* "), l'armée s'immisce dans l'éducation nationale. Nos enfants déjà sacrifiés, conditionnés et fragilisés par le tout numérique doivent-ils encore être transformés en stormtroopers ? [1]

Un nouveau projet de loi inquiétant

Le ministère des Armées organise des Séminaires nationaux dédiés à l'enseignement de « défense » conjointement avec le réseau des Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation (INSPÉ). Ce partenariat armées-éducation se traduit par cette proposition de loi (enregistrée le 27 janvier 2026) adoptée en première lecture le 26 mars. Elle doit être votée au Sénat le 2 juin sous le nom de « loi Blanchet ». Il faudrait, d'après ceux qui la portent, un « **passage à l'échelle** » de cet enseignement à travers un cours structuré et obligatoire de défense globale, intégré à l'emploi du temps scolaire, sans alourdir les charges publiques... en s'appuyant sur des réservistes et en incitant les professeurs à s'engager dans la réserve... « *L'objectif est simple : permettre à chaque jeune Français de comprendre la mission des armées, les enjeux de souveraineté et de résilience, et la place du citoyen dans la défense de la Nation* ».

Or, un Enseignement Moral et Civique, auquel sont intégrés les sujets de la « défense » et de la sécurité, existe déjà et il serait pertinent de commencer par donner les moyens aux enseignants qui en font souvent une variable d'ajustement en raison de la lourdeur des programmes d'en faire de véritables moments de réflexion, de débats et de projets émancipateurs.

Quant à donner les moyens de la résilience (concept utilisé désormais pour tout et n'importe quoi) aux élèves, il suffit de rappeler que [l'éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité](#) prévoit d'apprendre à se connaître, à vivre et grandir avec son corps, à rencontrer les autres et construire avec eux des relations, s'y épanouir, ainsi qu'à trouver sa place dans la société, y être libre et responsable.

Voilà un véritable programme éducatif qui pourtant n'est pas mis en œuvre (3 séances annuelles devraient être organisées durant toute la scolarité, ce qui est déjà très peu) : l'État a été condamné le 2 décembre 2025 par le tribunal administratif de Paris pour avoir tardé à organiser les séances prévues par la loi de 2001.

Par ailleurs, tant qu'à modifier les programmes, des notions de psychologie et de psychologie sociale, totalement absentes actuellement, permettraient de travailler avec les jeunes sur les notions de dynamique de groupe et de comportements humains et donneraient quelques clés pour un apprentissage dépassant la résilience et réellement émancipateur plutôt qu'un enseignement/endoctrinement à la défense digne des pays les plus autoritaires. En effet, en introduction de ses propos à la réunion de la commission d'examen de la proposition de loi, le 25 février 2026, le rapporteur Christophe Blanchet, du groupe « les Démocrates », énonce : « *aimons-nous assez la France pour vouloir inciter nos enfants à l'aimer à leur tour avec passion et ferveur ? [...] si le patriotisme n'est pas une obligation, la défense nationale en est une, et ces deux notions ont tout à voir l'une avec l'autre : elles sont complémentaires, indissociables et vitales* ».

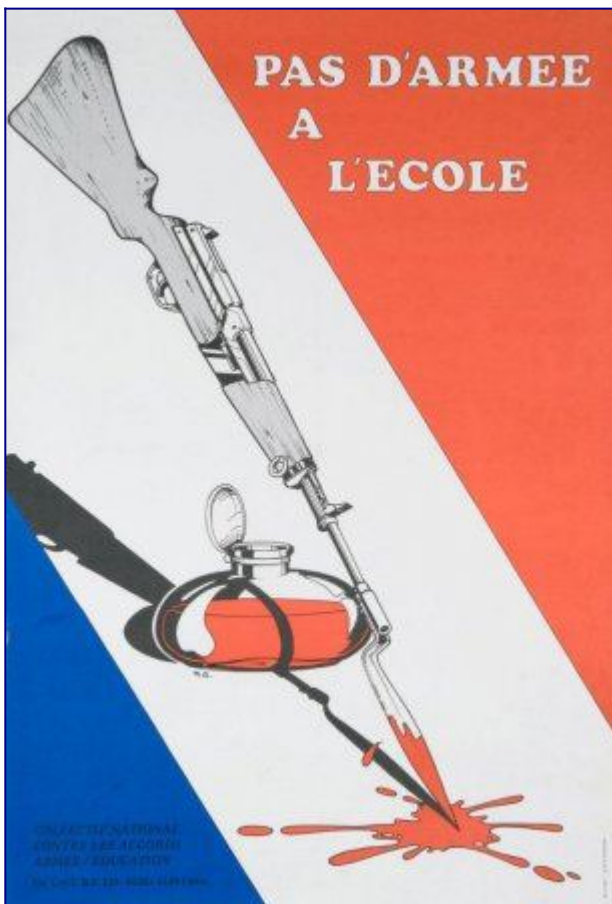
Outre une belle démonstration de « doublethink » orwellien (2 points de vue contradictoires maintenus en même temps pour tromper), il s'agit bien de revenir à un endoctrinement digne de la III^{ème} République visant à prévenir tout esprit critique.

Lors des interventions des orateurs des groupes, Roger Chudeau, du RN, salue l'initiative et rappelle qu'« à une certaine époque, il existait des bataillons scolaires » et que « chacun devait être capable de se battre et de donner sa vie pour [la patrie] ». Il ajoute alors que son groupe aurait aimé que cet enseignement « soit sanctionné par une épreuve au baccalauréat ».

Une nouvelle preuve, si nous en avons besoin, de ce à quoi nous attendre avec le RN. Il convient toutefois de noter que seuls les députés LFI-NFP et SOC (socialistes et apparentés) se sont opposés à l'esprit de la loi durant les discussions en commission.

Quelques rappels historiques

Pour saisir ce qu'il se passe, il faut remonter à 1982 et au protocole d'accord interministériel entre la Défense et l'Éducation nationale (dit "[protocole Hernu-Savary](#)") à une époque où la contestation du service militaire croissait. En 1997, la suppression du service militaire obligatoire donne lieu à la création de la JAPD (Journée d'Appel et de Préparation à la Défense, devenue Journée Défense et Citoyenneté depuis 2011), obligatoire pour les filles comme pour les garçons et une série d'autres protocoles et de dispositifs visent à imprégner la jeunesse de « l'esprit de défense », jusqu'au SNU (Service National Universel) en 2019.



Affiche antimilitariste des années 80 contre le protocole Hernu-Savary

Orion, un exercice militaire de terrain multi-dimensionnel qui vise aussi la jeunesse

L'armée attaque déjà plus directement encore la jeunesse via le programme Orion jeunesse, intégré à l'[exercice Orion 26](#), « Opération de grande envergure pour des armées Résilientes, Interopérables, Orientées vers le combat de haute intensité et Novatrices », soit une série d'exercices de simulation visant à entraîner les armées au combat de haute intensité.

Ces exercices de simulation sont présentés comme importants pour l'État français qui veut montrer d'une part sa capacité à coordonner les ministères et d'autre part que les armées françaises ont la capacité à « *entrer en premier sur un théâtre d'opérations, à commander une coalition, à fédérer et intégrer les partenaires européens et alliés pour conduire des engagements opérationnels majeurs* ». À partir du 23 mars, au cours de la troisième phase, aussi appelée « *Wargame (jeu de guerre) interministériel* », a eu lieu la version jeunesse de l'opération qui « *propose des actions de sensibilisation de mises en situation autour des enjeux de défense* », comme le 30 mars 2026 sur le site de Laënnec de l'Université Lyon 1.

Notons au passage que dans diverses mythologies, Orion représente un dieu de la guerre ou un chasseur. Dans la mythologie grecque, c'est un jeune homme de stature gigantesque et de grande beauté, et aussi un chasseur adroit (cf ouvrage d'Édith Hamilton), qui, par amour pour la fille du Roi de Chios, débarrassa l'île de tous ses animaux sauvages... L'armée ne peut mieux reconnaître que militarisme et destruction du vivant ne peuvent qu'aller de pair, les guerres détruisant massivement les écosystèmes, dévastant les terres et façonnant des modes de productions mortifères.

La Région Rhône-Alpes, une fabrique de la guerre

Ce n'est pas la seule entreprise de création d'un « esprit de défense » dans notre région. La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est une partenaire privilégiée de la CCI Auvergne-Rhône-Alpes, à l'assemblée générale de laquelle elle se rend pour adresser ses messages au monde économique, alors que la [CCI abrite le Cluster EDEN](#), créé en 2008, pour réunir plus de 200 entreprises « *agiles et innovantes pour fournir aux acteurs de la défense et de la sécurité des solutions souveraines, compétitives et tournées vers l'export* » et pour « *chasser en meute des contrats à l'export* ».

La préfecture et le Cluster EDEN se montrent fiers partenaires dans « *la construction d'un esprit de défense au sein de la jeunesse* » à travers par exemple « [La Fabrique Défense](#) », un concept initié par le ministère des Armées en 2020, qui « *rassemble tout l'écosystème de la défense (ministère des Armées, partenaires institutionnels, entreprises civiles et de la défense, think tanks, associations, etc.)* ». « *Si son ambition est prioritairement de soutenir des événements au profit de la jeunesse en faisant découvrir la thématique de la défense européenne, « La Fabrique Défense » a aussi vocation à consolider le lien Armées-Nation ainsi qu'en témoigne d'ailleurs le soutien à des initiatives portées par les acteurs publics et privés. Elle contribue ainsi à l'émergence d'une culture stratégique européenne commune.* »

La même préfète est d'ailleurs responsable d'un arrêté préfectoral publié le 10 novembre 2025 au soir, visant à prévenir une manifestation antimilitariste le lendemain à Lyon, aux abords du parc de

la tête d'or, lieu choisi pour commémorer la grande boucherie. La répression qui a eu lieu sur place a été [dénoncée par la CRAAM](#). Celle-ci s'est traduite par des contrôles et des verbalisations arbitraires autour du périmètre géographique de cette cérémonie, sur la base d'un [arrêté construit autour d'un récit fabriqué de toutes pièces](#). En plus d'avoir promulgué l'arrêté la veille au soir empêchant de fait tout recours administratif, des moyens disproportionnés ont été mis en œuvre, autorisant captation d'images par des drones et interdiction de rassemblement aux abords du parc appuyée par une très forte présence policière et militaire.

Nous devrions donc nous contenter d'adhérer aux discours politico-militaires et d'accepter de « *perdre [nos] enfants* » (dixit le chef d'état-major des armées) sans réflexions ni critiques.

Nous devrions accepter aveuglément que tout cela se déploie au détriment des besoins essentiels (protection sociale, services publics...), en captant toujours plus de financements annexes - comme c'est le cas dans la région AURA lors du vote en juin 2025 d'une délibération réorientant les financements formation de la région vers le secteur de la Défense.

Il n'y a pourtant qu'une façon d'honorer la mémoire des soldats du passé et de protéger les générations actuelles et futures, rappeler les impératifs « Maudite soit la guerre ! » et « Maudites soient les frontières ! ».



Monument aux morts pacifiste de Genthoux

L'État-nation, a fortiori lorsqu'il est le 2e exportateur mondial d'armes, ne peut se satisfaire ni des particularismes culturels et des identités multiples, ni des luttes collectives. Pour exister et se justifier, il ne peut que standardiser et dominer.

Pour justifier la mobilisation d'une armée, condition de l'existence de l'État, de la défense des intérêts de ses élites et des profits des marchands de canons, il doit conditionner les esprits, noyauter la culture et envahir l'espace public. Cela est très bien illustré par l'affiche de recrutement de l'armée qui veut attirer le jeune qui « *veut repousser ses limites au-delà des frontières* ».

Ne nous laissons par ailleurs pas tromper par ce que couvre la notion de « *cohésion nationale* ». Sur le site du [magazine officiel de l'armée de terre](#), nous pouvons lire dans un article intitulé « *Pour la nation* » : « *au-delà de sa mission de protection et de sa vocation "guerrière", l'armée de Terre*

répond présente dans bien d'autres domaines. Par la diversité des dispositifs qu'elle propose, allant de la sensibilisation à l'engagement, et par son ancrage territorial, elle est un outil pour rassembler, former et transmettre. Grâce aux valeurs qu'elle incarne, elle est un acteur de la cohésion nationale, en particulier auprès des plus jeunes. » puis « pour toucher la jeunesse éloignée de l'uniforme, l'offre doit s'adapter aux réalités locales et investir dans les “déserts militaires”, indispensable afin d'irriguer la Nation dans toute sa diversité. » ou encore « réaffirmer la cohésion nationale, c'est aussi donner confiance à une jeunesse qui a « soif de sens, d'avenir et d'autorité », assure Pierre de Villiers, [ex Chef d'État-Major des Armées.] La Journée Défense et Citoyenneté (JDC) renouvelée, rassemblant près de 800 000 jeunes par an, recentrera davantage le lien entre cette population et les armées. Elle propose des ateliers allant de la sensibilisation au recrutement. »

Employer l'expression « *cohésion nationale* » n'est donc bien qu'une façon de justifier l'endoctrinement et la soumission, la destruction de territoires, de peuples, de langues, de cultures, d'identités et d'individus de toutes espèces.

Coordination Régionale Anti-Armements et Militarisme - Lyon

[Contact](#)

Blog : <https://craam.noblogs.org/>